

# Financer l'innovation : une mission de service public ?

N'y a-t-il pas quelque chose d'antinomique à demander aux pouvoirs publics de financer l'innovation qui, par définition, relève d'une forme de transgression ? On pourrait néanmoins attendre d'eux des dispositifs susceptibles de faire émerger l'inattendu : des cadres d'expérimentation, des infrastructures ouvertes, des bourses pour découvrir comment ça se passe ailleurs...

Innover. L'étymologie est connue : « introduire quelque chose de nouveau dans une chose bien établie ». Forcément, ça résiste. Mais aussi : c'est que le « bien établi » provoque à l'innovation. Quand un *problème* concret ne trouve pas ou plus sa place dans l'ordre établi, soit que le problème est lui-même nouveau, soit que cet ordre a exclu à un moment donné quelque chose qui fait retour dans le réel, comme symptôme.

Dans tous les cas, l'ordre établi résiste. Il suffit d'observer ce qu'il en est de l'avant-garde artistique, par exemple, ou de l'invention scientifique.

Les pouvoirs publics, garants et tauliers des choses bien établies – c'est leur mission légitime, n'ont a priori donc rien à voir avec l'innovation. Par définition, ils y résistent.

Et pourtant, il n'y a plus un seul programme politique, à tous les niveaux de pouvoir, dans tous les champs de compétence, qui ne fasse de l'innovation un mantra destiné à ouvrir un nouveau monde<sup>1</sup>. Même s'il s'agit plus souvent de perpétuer l'ancien sous de nouveaux oripeaux. En effet, les choses bien établies ont oublié depuis longtemps leur finalité et consacrent l'essentiel de leurs ressources à se perpétuer et à se reproduire, quitte à se travestir. C'est même la condition première de leur permanence : oublier leur finalité. La pérennité est essentielle, la finalité est contingente. D'où la profonde conviction des choses bien établies (et de leurs gardiens) qu'elles sont essentielles – ce qui se vérifie à chaque crise budgétaire des pouvoirs publics : ainsi, en matière culturelle et artistique, les (grosses) institutions défendent leur viatique au titre qu'elles sont « l'art même ».

Concevoir une politique publique visant à soutenir l'innovation, c'est, au fond, promouvoir un oxymore. Cela vaut donc la peine que l'on se penche sur ce paradoxe : il y a peut-être là quelque chose propre à renouveler aussi notre conception de la chose publique.

D'autant qu'avec les choses bien établies, il y a moyen de composer. Il faut être deux pour que ça résiste. Un changement de partenaire et hop, ça passe : ce n'est plus si innovant que cela. A l'inverse, l'innovation étant un marché où la plus-value symbolique acquise d'une singularité convenablement marketée peut se monnayer fort cher, il peut être tentant de construire soi-même son propre contexte résistant, de choisir le bon partenaire pour que ça résiste, et surtout, que tout le monde le sache : regardez bien, ça cale, ça coince, ça couine, et au climax, bien sûr, gémir « j'innove ». L'innovation peut aussi être un marché de dupes consentantes. Hautement rémunérateur. L'aventure, sur le marché de l'art, des Saatchi & Saatchi, Larry Gagosian et autre José Mugrabi<sup>2</sup> en témoigne.

<sup>1</sup> Entre mille exemples, <http://www.tracernospolitiquesculturelles.be/symposium-crossovers-culture-technology/> et Joëlle Milquet, *Note d'orientation. Pour une politique théâtrale renouvelée*, juillet 2015 (page 9).

<sup>2</sup> Marchands d'art bien connus pour leur capacité exceptionnelle à valoriser leurs collections et leurs portefeuilles d'artistes.

Bref, un truc innovant, ça se précipite pas devant nos yeux, faut le dénicher, le reconnaître... et on a, en fait, toutes les chances de passer à côté. Il n'y a en effet pas de code, pas de formes, pas de procédures pour identifier l'innovation à coup sûr. C'est le règne de l'incertain, du lacunaire, de l'hypothèse, du processus flou. Bref, du risque, auquel nos sociétés sont rétives.

Enfin, l'innovation peut s'avérer stérile : pas au bon moment, pas au bon endroit, pas la force suffisante pour faire bouger les lignes, les paradigmes, les choses bien établies. Ce qui est innovant ici ne l'est peut-être plus là, depuis longtemps. Ce qui ne l'est plus ici, le sera bientôt là.

Alors, avant de se demander comment et combien, il est peut être utile de décortiquer pourquoi... pourquoi les pouvoirs publics devraient-ils s'intéresser à l'innovation, quand elle n'apparaît pas directement liée à la perspective d'un investissement rentable à moyen ou long terme ?

## PATRIMONIALISER

La légitimité de l'action des pouvoirs publics, c'est la persistance qui la fonde, la production incessante du même, la reproduction sociale, la pérennisation d'un système de valeurs plus ou moins communes. Les remontées acides du nationalisme conservateur un peu partout en Europe, voire de vieux thèmes et schèmes pétainistes et fascisants, en trouvant des débouchés politique, et parfois en prenant le pouvoir, sont malheureusement là pour en attester. Un système ne fait pas toujours le ménage dans les valeurs, le patriarcat transmet tout son patrimoine, en ce compris les cadavres dans le placard, à côté du magot. Et aussi, l'usage immodéré du thème et du mot « réforme » ne doit pas nous leurrer : plus on réforme, moins on transforme.

Les pouvoirs publics ont donc une mission quasi régaliennne : *patrimonialiser*, confondant transmission et autoreproduction. Les sociétés leur en sont d'ailleurs reconnaissantes : les Journées du patrimoine sont – de très loin – la plus grande sortie culturelle des publics au niveau européen, les grandes expositions ont toujours la cote, et la physique newtonienne continuera d'être seule enseignée dans les écoles. Je vous passe les débats sur la défense de la langue française.

En matière de culture, c'est même une mission à haute valeur économique : l'argent public investi dans le patrimoine est l'un des plus rentables<sup>3</sup>. La plupart du temps, cet argent va dans le bâtiment (rénovation, reconstruction, aménagement). Et quand le bâtiment va, tout va. Plus sérieusement, un euro investi dans le patrimoine en rapporte beaucoup plus que le même euro investi dans la danse contemporaine. En passant, l'utilisation par le monde culturel des arguments économiques pour défendre leur bout de gras se devrait d'être un peu plus prudente, au risque de se voir prise au sérieux.

En passant, on s'exonère d'une réflexion sur le patrimoine de demain et sur l'innovation, en soutenant la « création » : ce concept est tellement mou, que plus personne ne prend la peine de le définir.

Un autre obstacle, symptomatique, empêche aujourd'hui les pouvoirs publics de concevoir une politique de soutien réel à l'innovation et à la recherche. Le management et le financement « au projet », qui place, de façon subreptice mais non moins contraignante, l'évaluation en amont de l'action, oblige aujourd'hui à formater le moindre dossier dans le cadre logique, systémique et sémantique des « choses bien établies ». A moins d'être un filou habile, et les mécaniques de sélection par cooptation ne laissent pas plus de passage au filou que le chas d'un aiguille, il n'est plus guère possible de tricher avec le système : satisfaire sur dossier aux critères, et n'en faire qu'à sa tête.

*C'est pourtant ce que l'on devrait demande au chercheur, scientifique ou artiste : n'en faire qu'à sa tête !*

<sup>3</sup> En Belgique, les plus belles campagnes de mécénat d'entreprises de Promethea (intégrateur et promoteur du mécénat d'entreprises en Belgique) sont relatives à des opérations patrimoniales, et non de recherche et d'innovation.

## FACILITER L'EXPÉRIMENTATION

A l'autre bout du spectre de la chose publique, se trouve le terrain de la société, dite civile parfois. La foule, la multitude, qui se coltine le réel. Pas le patrimoine, le réel, ici et maintenant. Et comme disait Lacan, « c'est là seulement le réel ; quand on se cogne, le réel, c'est l'impossible à pénétrer. » L'innovation, c'est le réel qu'elle force.

Alors, cette foule, forcément elle innove, localement, individuellement, en micro-collectifs, au sein de communautés improbables, pour le meilleur ou pour le pire, sans trop se soucier de transmettre quoi que ce soit, dans les interstices des lois et règlements, entre les piles de choses bien établies. Elle innove d'autant plus qu'elle a de moins en moins de patrimoine à léguer.

L'innovation, elle a d'abord lieu partout ailleurs que dans les niches que l'on a bâties pour elle. Par définition, elle est transgressive. Ce qui n'est pas encore dire qu'elle a la moindre valeur pour tous. C'est déjà formidable qu'elle en ait, de la valeur, pour quelques-uns.

Alors, quelle peut bien être la place des pouvoirs publics dans cette affaire ? Lorsque l'on m'a passé commande de ce texte, le thème en était du financement de l'avant-garde par les pouvoirs publics. Je crains de n'apporter qu'une réponse très insatisfaisante : qu'ils ne s'en mêlent pas ! Je serais moins affirmatif pour la recherche scientifique – qui exige aujourd'hui dans certains domaines d'immenses moyens technologiques. Mais partout ailleurs, bas les pattes !

En matière artistique encore plus qu'ailleurs. Que l'on réfléchisse un instant à un dispositif public de financement de l'avant-garde, des nouvelles formes de création ? D'abord, c'est quoi une nouvelle forme ? <sup>4</sup> Ne faudrait-il pas se méfier plutôt de celles et ceux qui s'avancent en disant : voilà, je fais des nouvelles formes ? Est-ce que cela se décrète par cooptation des pairs ? Et s'il fallait s'intéresser au processus plutôt qu'au résultat, faire ce pari de ne pas attendre de résultat ?

L'usage de l'argent public suppose très légitimement procédures, arbitrages, évaluations... toutes choses propres à tuer l'innovation dans l'œuf, avant même *la rencontre fortuite sur une table de dissection* de l'ovule d'une idée et du spermatozoïde de l'action.

A tout prendre, il est plus honorable d'être investi du titre de poète national (si, si, ça existe en Belgique) que d'être labellisé, par une instance d'avis, poète d'avant-garde ou cinéaste expérimental.

Mais je ne vise ici que les pattes. Car en la matière, les pouvoirs publics ont bien d'autres rôles à jouer, avec leurs yeux, leurs oreilles, leur nez... Voir, écouter, renifler, rester curieux, observer, réfléchir, parler, bref, passer du temps, beaucoup de temps dans les laboratoires, qu'ils soient de murs blancs immaculés, ou dans la rue, les arrière-salles, les friches, les terrains vagues, très vagues.

Qu'ils facilitent l'expérimentation, une passerelle ici, une rambarde là, un feu de camp pour se poser à l'abri des prédateurs. Des cadres d'expérimentation qui suspendent un temps le couperet des règles administratives, des infrastructures ouvertes, des bourses pour découvrir comment ça se passe ailleurs, que du light, avec délicatesse, sans enjeux de pouvoir : le coup de folie d'un directeur en fin de carrière <sup>5</sup> qui nous balance en 1979, dans une maison d'opéra vieillissante, *Einstein on the Beach*. Voilà à quoi pourrait ressembler une politique publique de l'innovation artistique, culturelle, sociale. Des dispositifs, anciens – comme le Théâtre 140 dont la mission était de nous faire voir ce qui ne se voyait pas encore ici en Belgique, Tadeusz Kantor, Carolyn Carlson et Barre Phillips, Lindsay Kemp, ou encore, tout récents – comme Numédiart, qui associe recherche scientifique et artistes technologiques.

Et, simultanément, qu'ils soutiennent et favorisent l'existence de plateformes critiques indépendantes, où chercheurs, sociologues, philosophes, historiens... et journalistes, sans contraintes, scrutent ce qui

<sup>4</sup> En matière de théâtre, on lira avec intérêt : Nancy Delhalle, « Changer de théâtre, Changer de monde. Les pratiques théâtrales des années 1970 dans le théâtre belge francophone », *Cahiers d'histoire du temps présent*, n° 18, 2007

<sup>5</sup> Maurice Huysman, qui quittera la direction de La Monnaie deux ans plus tard.

se fait dans le monde et mettent en perspective la production belge dans un contexte international, en dehors des prescriptions du marché.

Enfin, dans le processus de rationalisation des moyens existants, qui conduira inévitablement à une diminution du nombre d'opérateurs, par fusion, regroupement, ou disparition pure et simple, les pouvoirs publics ne devraient pas oublier que les opérateurs institutionnalisés sont forcément dans une logique bureaucratique et totalitaire. Comment libérer l'autonomie créative des « makers » et autres artistes, quand les moyens de production seront concentrés dans les mains de chefs d'entreprises, culturelles ou non, qui ont une fâcheuse tendance à se prendre pour des instances « naturelles » de légitimation du beau, du bon, du bien publics ? Le corporatisme et la cooptation sont les armes du conservatisme, voire de la régression. Sans exception.

Roger BURTON  
Consultant politique SMart  
Décembre 2015

## SOURCES ET RESSOURCES

---

[www.numediart.org/](http://www.numediart.org/)

### Du point de vue de l'économie...

Pierre Michel Bequet, [Les défis et les enjeux du financement de l'innovation](#), *BSI Economics*,  
19-06-2014 Richard Robert, [L'innovation artistique vue par un économiste](#), *Télos*, 12 novembre  
2006

### Une utopie...

Emilie Vergé, [« Le Black Mountain College. Il était une fois une utopie culturelle »](#), *Slate*, 30 avril 2014  
Tony Côme, [« Vers un collège expérimental. Black Mountain, 1933-1957 »](#), *Strabac*, 9 janvier 2015

### Et à Bruxelles :

[« Innovative Brussels »](#). Mise à jour du Plan Régional pour l'Innovation de la Région de Bruxelles-Capitale, octobre 2012

### A LIRE AUSSI SUR NOTRE SITE :

Roger Burton, [Objectif 2014: Une politique culturelle à refonder](#)

Quentin de Ghellinck, [Le financement de la culture en Belgique francophone](#)

Alain de Wasseige (entretien avec), [« Quelle politique culturelle pour l'aide au lancement des parcours artistiques en Fédération Wallonie-Bruxelles ? »](#), in Coll., *Se lancer dans un parcours artistique*, Coéd. SMart-Les Impressions nouvelles, Bruxelles, 2014